

RELEVER LE DÉFI DE L'ÉNERGIE ET DES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE



LES 24 ET 25 OCTOBRE 2017
A PARIS

SOMMAIRE

- ❖ **MALI, DESTINATION ATTRACTIVE POUR LES INVESTISSEMENTS**
- ❖ **POURQUOI PROMOUVOIR LES PPPs?**
- ❖ **PROJETS PRIORITAIRES**

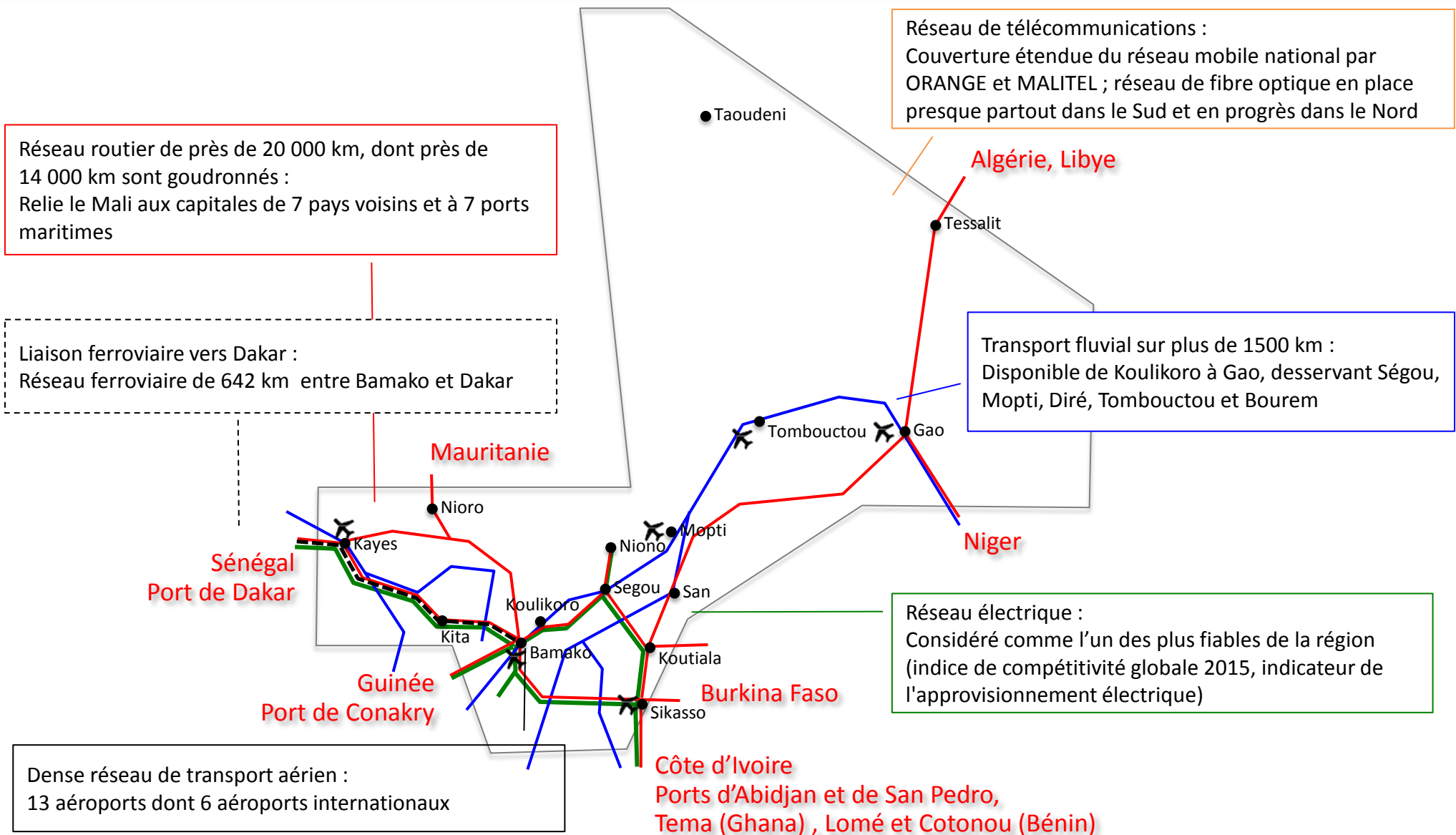
LE MALI, PAYS DEMOCRATIQUE AU CŒUR D'UN POLE REGIONAL DYNAMIQUE

Situation Géo.	Afrique de l'Ouest
Capitale	Bamako
Superficie	1.241.238 million km ²
Population	18 millions
Langue officielle	Français
Monnaie	FCFA (XOF), 1 USD = 557 FCFA , 1 EUR = 655.597
PIB	14 milliards de dollars (2016)
PIB / habitant	780 dollars US (2016)
Taux de croissance PIB	5% (2016)
Principales exportations	Or, coton, bétail



- ✓ Pays continental, frontalier avec 7 autres pays
- ✓ Accès au port par 6 pays: Conakry (Guinée); San Pedro (Côte d'Ivoire), Abidjan (Côte d'Ivoire); Tema (Ghana); Dakar (Sénégal); Lomé (Togo); Cotonou (Bénin).
- ✓ PIB et croissance de la population constants
- ✓ Fait partie d'un pôle économique régional dynamique dont la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Ghana

UN PROGRAMME INTENSIF DE DESENCLAVEMENT POUR FACILITER L'ACCES DES MARCHES AUX INVESTISSEURS



ACCES AUX MARCHES CLES

AFRIQUE DE L'OUEST

Accès à plus de 300 millions de consommateurs dans la région

Le Mali fait partie des 15 états membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (**CEDEAO**)

Il compte également parmi les 8 états membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (**UEMOA**) dont il est la 3^{ème} économie

ÉTATS-UNIS

Exportations de plus de 6400 produits vers les États-Unis hors taxe et sans contingent

Grâce à l'African Growth and Opportunity Act (**AGOA**), les États-Unis diminuent les taxes sur les produits exportés par le Mali (6400 produits sont exonérés)

EUROPE

Accès illimité au marché de l'Union européenne

Les États membres de l'Union européenne et les pays d'Afrique de l'Ouest ont conclu un accord de partenariat économique (**APE - UE**) en 2014

L'APE-UE autorise les exportations hors taxe de produits maliens vers l'Union européenne et assure une meilleure protection des investisseurs européens

UN CLIMAT D'INVESTISSEMENT CONCURRENTIEL

Incitations fiscales

- De nouveaux investissements peuvent faire bénéficier de réductions et/ou d'exemptions d'impôts et taxes allant de 1 à 20 ans
- Les machines et équipements peuvent être exemptés de droits d'importation
- Le régime de la zone franche peut être obtenu si 80% de la production sont exportées

Égalité de traitement des investisseurs étrangers

- Selon la loi, les investisseurs étrangers peuvent :
 - Détenir 100% de leur capital
 - Rapatrier les bénéfices sans limitation
- Ils sont protégés contre la nationalisation et l'expropriation
- La **loi sur les PPP** (Loi N° 2016-061 du 30 décembre 2016) a été promulguée par le Président de la République après adoption par l'Assemblée Nationale

Partenaires pour faciliter investissement

- Éligible à l' *OPIC Financing & Issurance*
- Membre de la **Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA)** et du centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, parrainé par la Banque mondiale

En conséquence, d'importants intérêts commerciaux étrangers au Mali



Liste non exhaustive

SECTEURS PRIORITAIRES: ENERGIE, MINES, INFRASTRUCTURES ET AGRICULTURE

Possibilité de combler l'écart entre la demande et l'approvisionnement énergétique

- **L'énergie est un facteur clé de l'industrialisation et la croissance économique**
 - Besoin énergétique important pour soutenir sa croissance économique
 - Fort potentiel pour le développement de projets dans le domaine des énergies renouvelables

D'importantes possibilités de diversification minières proviennent du riche sol du Mali

- **Secteur minier concentré sur l'or pourrait s'étendre à d'autres ressources**
 - Le Mali est le troisième producteur d'or en Afrique, actuellement avec 800 tonnes de réserves estimés
 - Des gisements de fer, bauxite, pétrole, phosphate, gaz existent dans le pays

Les investissements dans l'infrastructures sont un élément clé de la croissance économique

- **Secteur des infrastructures**
 - Le Mali a planifié à court, moyen et long terme un programme ambitieux de développement des infrastructures (santé, éducation, transports, télécommunications, agriculture, élevage...)
 - Le secteur privé a un rôle essentiel à jouer, en particulier grâce à des partenariats public-privé

POURQUOI PROMOUVOIR LES PPP?

- ❖ **PPP: un partenariat gagnant-gagnant**
- ❖ **Le Gouvernement du Mali a impulsé en 2015 un programme PPP avec comme objectif de:**
 - Pallier le déficit d'infrastructures structurantes au Mali
 - Favoriser la qualité et la durabilité des infrastructures en facilitant les investissements en PPP, par le recours au secteur privé et l'utilisation soutenable et optimale des deniers publics
- ❖ **Pour atteindre cet objectif, un cadre juridique et institutionnel harmonisé régissant le processus de mise en œuvre des PPP et offrant une meilleure sécurité juridique a été mis en place**

4 PROJETS PRIORITAIRES

- ❖ **PROJET DE CONSTRUCTION DU 4EME PONT DE BAMAKO ET SES VOIES DE RACCORDEMENT**
- ❖ **PROJET DE CONSTRUCTION DES PORTS SECS DE KAYES ET SIKASSO**
- ❖ **PROJET DE REALISATION D'UNE CENTRALE SOLAIRE DE 40 MWc A SELINGUE**
- ❖ **PROJET DE REALISATION D'UNE CENTRALE THERMIQUE AU FUEL LOURD DE 100 MW A SANANKOROBA**

CONSTRUCTION DU 4EME PONT DE BAMAKO ET SES VOIES DE RACCORDEMENT

Coût estimatif : 416-420 milliards de francs CFA / 634-640 millions d'euro selon variantes

Durée prévisionnelle d'exécution et d'exploitation : 30-40 ans

Les besoins à couvrir :

- **réduire la congestion au niveau des trois ponts existants et dans l'ensemble du district de Bamako**
- **doter le district de Bamako d'infrastructures modernes**
- **améliorer la sécurité routière, le confort des usagers ainsi que le cadre de vie des populations**
- **réduire le coût d'exploitation des véhicules et des transports**

CONSTRUCTION DES PORTS SECS DE KAYES ET SIKASSO

Coût estimatif : 22,60 milliards de francs CFA / 34,4 millions d'euro

Durée prévisionnelle d'exécution et d'exploitation : 20-30 ans

Les besoins à couvrir :

- **faciliter le stockage, le conditionnement et la distribution sous douane de produits stratégiques pour l'économie nationale, tant à l'import qu'à l'export**
- **augmenter l'offre de services de manutention et d'entreposage temporaire de marchandises**
- **réduire les frais supplémentaires supportés par les opérateurs économiques maliens en raison de l'engorgement des zones d'entreposage**

CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE SOLAIRE DE 40 MWc A SELINGUE

Coût estimatif: 27,814 milliards de francs CFA / 42,4 millions d'euro

Durée prévisionnelle d'exécution et d'exploitation: 20-30 ans

Les besoins à couvrir :

- **optimiser l'impact de la centrale hydroélectrique sur la satisfaction de la demande pendant les périodes de pointe**
- **satisfaire les besoins énergétiques des localités riveraines de la ligne 150 KV. accroître le taux de l'énergie solaire dans le mix énergétique**

CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE THERMIQUE AU FUEL LOURD DE 100 MW A SANANKOROBA

Coût estimatif: 99, 712 milliards de francs CFA / 152 millions d'euro

Durée de Construction et d'Exploitation du Projet : 20-30 ans

Les besoins à couvrir :

- **assurer la continuité de service d'électricité**
- **augmenter l'offre d'énergie en vue de faire face à la demande croissante en énergie électrique.**



Le Gouvernement du Mali organise à Bamako du
7 au 8 décembre 2017 le Forum « Invest in Mali
2017», cadre propice aux **opportunités**
d'investissements.

Plus de **300 décideurs internationaux** attendus

www.foruminvestmali.com